

Rapport annuel de l'AEFO 2018 et plan stratégique

Table des matières

Mot du président	3
Partie 1* : Rapport annuel	4
Instances	4
Représentation des membres	4
Bureaux	7
Formation	7
Ressources humaines	8
Programme des unités	8
Relations internes/externes	9
Partie 2 : Plan stratégique 2014-2019*	10
RÉSULTAT 1.1 : L'AEFO est consultée dans le développement des initiatives de ses partenaires et des initiatives gouvernementales pour les membres.....	11
RÉSULTAT 1.2 : L'AEFO est impliquée dans la mise en œuvre de nouvelles initiatives	12
RÉSULTAT 1.3 : Les membres sont soutenus et appuyés pour s'assumer dans leur espace professionnel.....	13
RÉSULTAT 2.1 : Les membres ont une connaissance accrue de leur association.....	14
RÉSULTAT 2.2 : Les présidences et déléguées et délégués sont mieux outillés pour guider et informer les membres	15
RÉSULTAT 2.3 : Les membres participent activement aux occasions d'échanges avec l'AEFO	16
RÉSULTAT 2.4 : Les objectifs de la mission sociale de l'AEFO sont atteints	17
RÉSULTAT 2.5 : L'AEFO a une présence remarquée dans la communauté francophone et dans la communauté syndicale	18
RÉSULTAT 3.1 : La structure de gouvernance est mise à jour afin de renforcer ses processus décisionnels	19
RÉSULTAT 3.2 : Les instances de l'AEFO se sont approprié leurs rôles et responsabilités	19
RÉSULTAT 3.3 : Les actifs financiers de l'AEFO sont optimisés	20

Mot du président

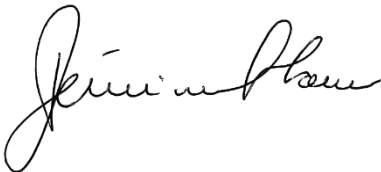
J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2018, ainsi que les activités du plan stratégique. La première partie comprend le rapport annuel en tant que tel, qui existe pour rendre des comptes sur les ressources de l'AEFO, en particulier l'utilisation des ressources financières et humaines.

Les activités du plan stratégique sont présentées dans la deuxième partie. Le plan stratégique a été adopté par le conseil d'administration (CA) en février 2015. Cette grande feuille de route définit les orientations stratégiques de l'AEFO et veille à ce que les ressources soient orientées vers les dossiers importants découlant de ses axes stratégiques. Les activités du plan stratégique sont structurées selon les trois axes, les trois résultats stratégiques et les 11 résultats intermédiaires (voir tableau du plan stratégique à la page 10). En somme, quelques constats émergent : le plan stratégique 2014-2019 a muri et a porté des fruits, et certains axes, surtout l'axe 3, ont franchi la ligne d'arrivée : dans la dernière année, un nouveau cadre réglementaire a été élaboré à la suite de la nouvelle gouvernance, et une étude sur l'avenir des unités a été enclenchée, bouclant les résultats à atteindre pour l'axe 3.

Le taux d'exécution des activités de chaque grand résultat des autres axes s'est, dans la plupart des cas, maintenu depuis l'an dernier; la ratification de la dernière négociation centrale a continué à influencer l'atteinte de certains résultats, surtout ceux des axes 1 et 2; et la campagne électorale provinciale au printemps 2018, ainsi que l'élection d'un nouveau gouvernement progressiste-conservateur en Ontario le 29 juin 2018 ont eu un impact sur l'atteinte des résultats des axes 1 et 2 à cause du gel, jusqu'à nouvel ordre, de la plupart des groupes de travail et comités.

Sur ce, je vous souhaite une bonne lecture du rapport annuel 2018!

Le président de l'AEFO,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rémi Sabourin', written in a cursive style.

Rémi Sabourin

Partie 1* : Rapport annuel

**La fenêtre de temps pour la partie 1 est du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2018.*

Instances

Cette section comprend, entre autres, l'assemblée annuelle, le conseil d'administration, les comités permanents et les services professionnels.

- a. Le conseil d'administration a tenu quatre réunions ordinaires et six réunions extraordinaires.
- b. Les comités permanents ont tenu un certain nombre de rencontres :
 - Gestion des risques - trois
 - Ressources humaines - sept
 - Gouvernance - trois
 - Mise en candidature et des prix - quatre
- c. Services professionnels (audit, étude sur les communications, avenir des unités).

Les dépenses pour les instances sont de 622 534 \$.

Représentation des membres

Cette section comprend les négociations et la représentation des membres.

1. Faits saillants

a) **Litiges**

L'équipe des cadres en relations de travail, appuyée par des agentes et des agents d'unité, assure de multiples suivis liés à l'administration des litiges et à l'élaboration d'approches stratégiques pour les résoudre. De septembre 2017 à août 2018, l'équipe gérait de multiples litiges dont des griefs, des différends, des plaintes à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OEEO). L'année se terminait avec un total de 366 dossiers toujours actifs et ce malgré avoir réglé au-delà de 362 dossiers pendant l'année.

b) **Groupe de travail pour l'étude des élèves ayant des besoins particuliers**

Conformément à l'article 7 du protocole d'accord central (PAC) du 9 janvier 2017, entre le Conseil des associations d'employeurs (CAE), l'AEFO et accepté par la Couronne, un comité central composé de représentantes et de représentants du CAE, de EDU et de l'AEFO a été formé. Ce comité central a mandaté la Société de recherche sociale appliquée (SRSA) pour faire une collecte de données et de renseignements sur les défis de l'enseignement et l'appui aux élèves ayant des besoins particuliers au niveau de la salle de classe, qui a eu lieu à l'automne 2017. La SRSA a déposé son rapport en janvier 2018, faisant état des problématiques et améliorations, tel que rapporté par le personnel enseignant de la province. Le comité central s'est entendu sur une répartition équitable des fonds additionnels pour chacun des conseils scolaires francophones, catholiques et publics, et a invité les conseils scolaires et les unités locales de l'AEFO à arriver à un consensus pour l'utilisation des fonds additionnels en s'appuyant sur les constats identifiés dans le rapport de la SRSA. Les conseils scolaires et les unités locales de l'AEFO avaient jusqu'au vendredi 27 avril 2018 pour soumettre une recommandation conjointe à l'égard de l'utilisation des fonds additionnels au comité central pour validation. Toutes et tous sont arrivés à un consensus en lien avec l'affectation des fonds additionnels, qui représentent un minimum de 500 000 \$ sur deux ans (ou 250 000 \$ par année) à chaque conseil scolaire. Ces fonds additionnels devront être dépensés d'ici le 31 août 2019.

c) **Groupe de travail provincial sur la santé et la sécurité**

Le 18 octobre 2017, l'ancienne ministre de l'Éducation (EDU) rencontrait le groupe de travail provincial sur la santé et la sécurité sur lequel l'AEFO siège et soulignait son engagement à la santé et la sécurité dans le secteur de l'éducation, en collaboration avec le ministère du Travail (MTR), afin de faire face à des engagements quant à la sécurité dans les écoles. Ce groupe, qui a mis au point un plan pour la procédure de signalement des incidents violents au travail dans les conseils scolaires, continue de mettre en œuvre ses priorités pour l'année scolaire 2017-2018, dont le lancement officiel, en mars 2018, du guide Violence au travail dans les conseils scolaires : un guide de loi visant à aider les conseils scolaires à élaborer des politiques et des procédures en matière de violence au travail et les informant des exigences en matière de signalement des incidents aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité au travail étant donné leurs responsabilités d'assurer la protection des travailleuses et travailleurs en lien avec la violence au travail. Un autre projet de collaboration avec le groupe de travail portait sur la nécessité de clarifier et de simplifier les exigences actuelles en Ontario concernant le signalement des incidents violents dans les écoles. MTR et EDU ont donc invité les conseils scolaires à adopter un outil de signalement en ligne commun afin que le personnel puisse signaler les incidents violents. Cet outil devrait simplifier et normaliser davantage le processus de signalement des incidents.

d) **Consortium du Centre Jules-Léger**

Le projet de loi omnibus (projet de loi 177) déposé à l'Assemblée législative de l'Ontario lors de la mise à jour économique de l'automne 2017, adopté en troisième lecture et officialisé le 14 novembre 2017, soulignait le changement de gouvernance au Centre Jules-Léger, qui se nommera, dorénavant, le Consortium Centre Jules-Léger. Cela signifie pour l'AEFO qu'elle sera l'agent négociateur du personnel enseignant et suppléant du Centre Jules-Léger, et donc le transfert des membres de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO). Ce transfert, qui était prévu le 20 août 2018, se traduira en un ajout d'une vingtaine de membres de plus pour l'AEFO. Des rencontres entre l'agent négociateur actuel du Centre Jules-

Léger, la FEESO, et l'AEFO étaient organisés pour faire l'inventaire des enjeux concernant le transfert de responsabilité et d'obligations et nous permettre d'être saisis de la culture et des particularités du Centre. En parallèle, les démarches ont été entreprises avec le Régime d'assurance des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RAEO) et la Fiducie pour assurer que le personnel enseignant maintienne leur assurance collective au transfert. L'AEFO apprenait, en août 2018, que le transfert de gouvernance était repoussé du 20 août 2018 au 1^{er} avril 2019.

e) **Unité 103-PAPSP (personnel administratif, professionnel et de soutien pédagogique)**

Dans le contexte de la participation des membres de l'Unité 103 à l'Alliance des travailleuses et des travailleurs de l'éducation en Ontario (qui regroupe sept syndicats, dont les membres de l'Unité 103 de l'AEFO), les membres de l'Unité 103 ont transféré à un nouveau régime d'avantages sociaux le 1^{er} février 2018, qui était prévu par la convention collective 2014-2017 et l'entente de prolongation 2017-2019.

Les dépenses pour divers frais de représentation et frais légaux pour la défense des membres s'élèvent à 805 259 \$ pour l'année 2017-2018.

2. Négociations - membres du personnel enseignant

L'équipe des relations de travail a développé, à l'automne 2017, un plan d'action afin de se préparer à la prochaine négociation centrale pour les membres du personnel enseignant et suppléant. L'AEFO a retenu la firme Nanos Research pour mener son processus d'identification des priorités pour les négociations 2019. La première partie de ce processus comprenait un sondage quantitatif en ligne pour les membres du personnel enseignant régulier et suppléant lancé du 1^{er} au 15 mai 2018. Des agentes et agents et des présidences des unités locales ont participé à la révision du sondage. Le taux de participation a été de 40 % pour les membres réguliers et 18 % pour les membres suppléants.

Somme forfaitaire – enseignantes et enseignants

En mars 2018 des représentants du ministère de l'Éducation (ÉDU) ont approché l'AEFO pour négocier une entente où l'AEFO signerait une quittance en retour d'un règlement monétaire, c'est-à-dire un engagement à l'effet que l'AEFO ne déposerait aucun litige visant le gouvernement pour toutes questions découlant du projet de loi 115, ainsi que les taxes sur la réserve de la FSSBM. Le conseil d'administration (CA) dirigeait l'équipe de l'AEFO à conclure une entente de règlement qui énumérait des balises par rapport au déboursement de 9 215 429 \$ et d'une somme transférée à la FSSBM pour couvrir des taxes sur la réserve. À la réunion du CA du 14 avril 2018, les membres du CA ont adopté les modalités qui se rapportent au protocole d'accord avec la Couronne, pour le déboursement d'une somme qui sera répartie entre des enseignantes régulières et enseignants réguliers à temps plein ou à temps partiel en 2012-2013 et/ou en 2013-2014. En juin les conseils scolaires ont identifié les membres admissibles et l'AEFO, selon ses informations, vérifiait ces listes.

Somme forfaitaire – membres de l'Unité 103-PAPSP

Le 14 avril dernier, les membres du CA ont également adopté le protocole d'accord entre l'ATEO* et le gouvernement de l'Ontario sur les modalités qui se rapportent à la nouvelle entente pour le déboursement d'une somme qui sera répartie entre des membres de l'Unité 103-PAPSP qui étaient en poste en 2012-2013 et/ou en 2013-2014. C'est l'ATEO qui s'occupe des détails entourant la diffusion de l'information et la distribution de la somme forfaitaire à ses membres.

**L'Alliance des travailleuses et des travailleurs en éducation de l'Ontario (ATEO) représente les membres de l'Unité 103-PAPSP (personnel administratif, professionnel et de soutien pédagogique). L'AEFO est membre de l'ATEO.*

Négociations – membres de l'Unité 203-Centre psychosocial

Au cours de l'automne 2017, l'équipe de négociation de l'Unité 203 a effectué la préparation en vue des prochaines négociations et du renouvellement de la convention collective qui est venue à échéance le 31 mars, 2018. L'équipe de négociation a suivi une formation portant sur la négociation basée sur les intérêts, et ce, conjointement avec l'équipe de négociation de l'employeur. Cette formation a aussi permis de bâtir la relation entre les parties en vue des négociations qui ont débuté en janvier 2018. Le 18 mai 2018, après 13 jours et demi de négociation étalée sur quatre mois, l'AEFO (Unité 203) et le Centre psychosocial ont conclu une entente de principe ratifiée par la suite par les parties.

Toutes les dépenses pour les négociations s'élèvent à 76 990 \$ pour l'année 2017-2018.

3. Autres

- a) Fiducie de soins de santé au bénéfice des membres (FSSBM) de l'AEFO : en date du 31 août 2018, le solde du fonds de démarrage est de 452 957 \$, la somme initiale étant de 2 103 811 \$.
- b) Adoption d'une cible financière et maintien de la cotisation spéciale : en date du 31 août 2018, le solde du Fonds de solidarité est de 9 603 973 \$.

Bureaux

Cette section englobe le bureau provincial, les frais d'immeuble, les frais de bureau, les bureaux en région, l'informatique, l'amortissement des immobilisations et les intérêts sur l'emprunt bancaire : les dépenses se sont élevées à 1 258 857 \$.

Formation

Cette section englobe les formations des présidences, des déléguées syndicales et des délégués syndicaux, des membres et du personnel de l'AEFO. Les dépenses associées au programme de formation pour 2017-2018 ont été de 348 243 \$.

Formation du personnel	89 080 \$
Formation des présidences	43 130 \$
Formation des déléguées syndicales et délégués syndicaux	159 688 \$
Formation des membres suppléants	48 465 \$
Formations locales pour les nouveaux membres et formations ponctuelles	7 880 \$

Ressources humaines

Cette section comprend la présidence provinciale, les présidences locales et le personnel.

Dépenses pour 2017-2018 pour un total de 6 844 151 \$:

Personnel	5 211 893 \$
Présidences locales et présidence provinciale	1 493 008 \$
Frais juridiques et professionnels	134 361 \$
Recrutement	4 889 \$

Recrutement

Pour faire suite à la retraite, à la fin août 2017, d'un cadre en relations de travail au siège social, un processus de recrutement a eu lieu au cours de l'été 2017 pour l'embauche d'un nouveau cadre. Cette personne est entrée en fonction le 1er septembre, 2017. Un deuxième processus d'embauche a été entamé pour combler le poste d'agente ou d'agent affecté à l'Unité 64-Centre-Sud catholique, dont la candidate retenue entrain en fonction le 10 octobre 2017.

Programme des unités

Cette section comprend l'ensemble des activités des unités, c'est-à-dire les assemblées annuelles, les comités exécutifs, les visites des lieux de travail, les comités locaux, les relations publiques et la représentation, la valorisation et les activités sociales, ainsi que l'utilisation des ristournes du RAEO et les dépenses discrétionnaires des présidences. Les dépenses s'élèvent à 494 120 \$ pour l'année 2017-2018.

Relations internes/externes

Cette section comprend les comités de l'AEFO, l'action politique, les associations provinciales, nationales et internationales.

1. Faits saillants

- a. Outre ses interventions formelles dans le cadre de consultations ou d'audiences publiques du gouvernement, l'AEFO mène une action politique soutenue, surtout par l'entremise de son président. Par cette action, l'AEFO cherche à créer et à maintenir des liens dans les milieux politiques afin d'influencer les décisions qui ont des répercussions sur ses membres et sur la communauté franco-ontarienne. L'AEFO retient les services d'un conseiller en relations gouvernementales à Toronto pour l'appuyer dans ce travail.
- b. Le président a participé à des activités pour certains Ministres, députées et députés des trois partis représentés à l'Assemblée législative.

2. Associations provinciales

- a. L'AEFO a participé à de nombreuses rencontres.
- b. Dépenses : 478 823 \$ (ce montant comprend les cotisations à la FEO et au COEQ).

3. Associations nationales

- a. L'AEFO a participé à plusieurs rencontres.
- b. Dépenses : 295 637 \$ (ce montant comprend les cotisations à la FCE).

4. Associations internationales

- a. Dépenses : 27 105 \$.

5. Actions politiques

- a. Dépenses : 135 523 \$.

6. Communications

Cette section englobe les communications externes (ex. publications Mailchimp, site Web et microsites, nouveaux médias et médias traditionnels, commandites, publicités, reconnaissance et promotion) ainsi que les communications internes (ex. site sécurisé, plans de communication, messages aux membres).

- a. Dépenses : 134 854 \$.

Comités de l'AEFO

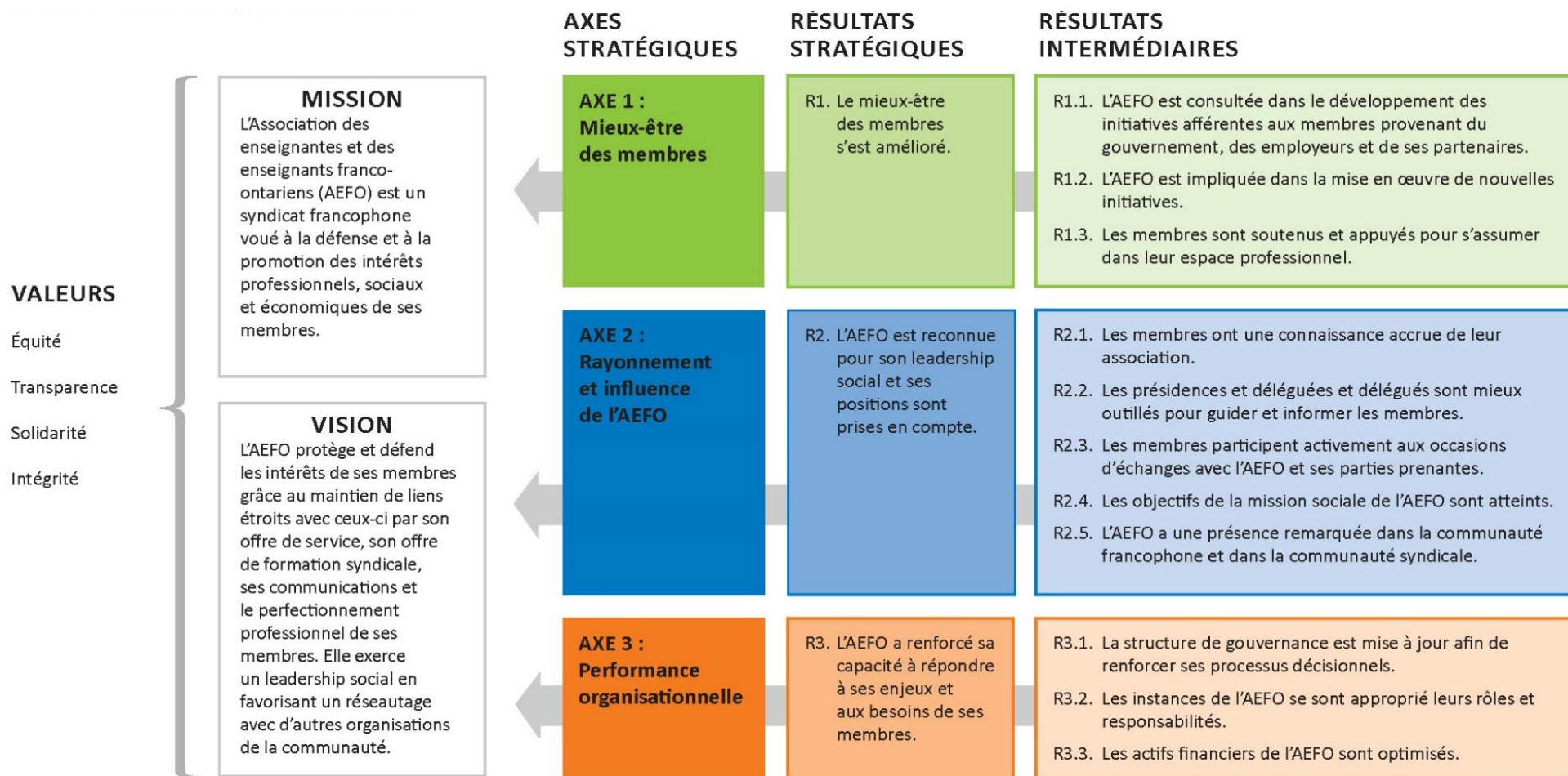
Dépenses pour allocation de secours : 12 405 \$

Total pour relations internes/externes : 1 084 347 \$

Partie 2 : Plan stratégique 2014-2019*

Cette section reflète la structure du plan stratégique. Ainsi, les réalisations, activités et dossiers de 2017 sont associés à l'un des 11 résultats du plan stratégique et sont présentés sous le principal résultat auquel ils contribuent. Cette forme de présentation permet de mieux cibler (ou mieux comprendre, déterminer...) la contribution de toutes et tous pour l'atteinte des résultats du plan stratégique.

**La fenêtre de temps est du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2018.*



<p>AXE 1 : MIEUX-ÊTRE DES MEMBRES</p>	<p>R1. LE MIEUX-ÊTRE DES MEMBRES S'EST AMÉLIORÉ</p>
<p>RÉSULTAT 1.1 : L'AEFO est consultée dans le développement des initiatives de ses partenaires et des initiatives gouvernementales pour les membres</p> <p>L'AEFO a été consultée régulièrement sur le développement d'initiatives de ses partenaires et d'initiatives gouvernementales pour les membres durant cette période, et ce, jusqu'au déclenchement de la campagne électorale provinciale au printemps 2018 et de l'élection le 29 juin 2018, moment auquel un nouveau gouvernement a été élu en Ontario.</p> <p>L'AEFO a effectivement constaté une augmentation significative de consultations auprès de l'AEFO entre septembre 2017 et avril 2018, ce qui a résulté en partie des négociations entre l'AEFO, le gouvernement et les conseils scolaires, et qui ont mené à la ratification du Protocole d'accord central (PAC) de 2015 et 2017. Ceux-ci ont fait évoluer des groupes de travail auxquels l'AEFO a participé, de manière collaborative et consultative, comme le Groupe de travail pour l'étude des services aux élèves ayant des besoins particuliers (PAC 2017), le Groupe de travail francophone (GTF) sur les initiatives du ministère de l'Éducation (EDU), qui s'est ensuite transformé en Groupe de travail francophone sur la collaboration professionnelle, ainsi que le Groupe de travail provincial sur la santé et la sécurité.</p> <p>Jusqu'à la fin du printemps 2018, l'AEFO s'est dit très satisfaite que ses intérêts ou perspectives soient reflétés dans les initiatives provinciales comme le Groupe de travail provincial sur la santé et la sécurité. En effet, le Groupe a contribué à la mise en place d'un plan pour la procédure de signalement des incidents violents au travail dans les conseils scolaires à l'automne 2017, a collaboré avec le lancement au printemps 2018 du guide Violence au travail dans les conseils scolaires : un guide de la loi, et a soutenu l'initiative d'inviter les conseils scolaires à adopter un outil commun de signalement en ligne afin que le personnel puisse signaler les incidents violents pouvant survenir en 2018-2019.</p> <p>Le Comité directeur du renouvellement (CDR) -- un comité inauguré en novembre 2017 à la demande de l'ancienne ministre de l'Éducation pour agir comme forum</p>	<p>Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 1.1</p> <p>Consultation du ministère de l'Éducation (EDU) auprès de l'AEFO provinciale</p> <p>Survol d'activités/réalisations pour l'atteinte du résultat 1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cinq rencontres avec le Groupe de travail francophone sur la collaboration professionnelle (GTFCP), et cinq sessions régionales à travers la province (Ottawa, Toronto, Sudbury) sur la collaboration professionnelle. • Trois consultations en grands groupes et plusieurs consultations en sous-comités auprès de l'AEFO au Comité provincial sur les initiatives ministérielles. • Cinq consultations auprès de l'AEFO au Comité directeur du renouvellement (CDR). • Une consultation auprès de l'AEFO pour le renouvellement de la Politique d'aménagement linguistique (PAL). • Une consultation auprès de l'AEFO à la Table ronde provinciale sur l'éducation artistique. • Une consultation auprès de l'AEFO du Comité consultatif de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (CCO). • Plusieurs consultations auprès de l'AEFO au Groupe de travail pour les élèves ayant des besoins particuliers. • Plusieurs consultations auprès de l'AEFO au Groupe de travail provincial sur la santé et la sécurité.

<p>permettant de recueillir les commentaires de tous les membres du secteur de l'éducation publique sur le renouvellement du curriculum en Ontario -- a porté des fruits en ce qui a trait aux consultations auprès de l'AEFO. L'ancienne Ministre a accepté la recommandation du CDR, dont l'AEFO faisait partie, de remettre le lancement du nouveau bulletin scolaire, qui devait être lancé en septembre 2018. La perspective de l'AEFO a aussi été notée en ce qui a trait à l'initiative du décloisonnement de la 9e année, car il s'agit d'une question beaucoup plus complexe qui nécessite une étude plus approfondie de la question. L'AEFO s'est donc dit satisfaite que ses intérêts ou perspectives soient reflétés dans les initiatives provinciales de l'ancien gouvernement.</p> <p>Cependant, le 29 juin 2018, un nouveau gouvernement progressiste-conservateur a été élu en Ontario, ce qui a résulté, au cours de l'été 2018, à des changements au Programme-cadre d'éducation physique et santé de l'Ontario, par exemple. Plusieurs groupes de travail et comités mis en place par le gouvernement précédent ont aussi été mis sur la glace jusqu'à nouvel ordre, en raison d'une consigne à l'été 2018 de ne pas faire de dépense additionnelle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quatre consultations auprès de l'AEFO au Groupe de travail sur l'offre et la demande dans les conseils scolaires de langue française. • Trois consultations auprès de l'AEFO pour le Comité consultatif pour le bien-être des élèves (M-12) d'EDU, et quatre consultations du sous-comité provincial du mieux-être des membres. • Une consultation auprès de l'AEFO à l'automne 2017 sur le financement de l'éducation en prévision des subventions pour les besoins des élèves pour l'année scolaire 2018-2019. • Une consultation auprès de l'AEFO au Groupe de travail mixte de EDU en réponse aux appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation. • Trois consultations auprès de l'AEFO auprès du Comité sur la collecte de données fondées sur l'identité. • Deux consultations auprès de l'AEFO au Groupe de travail sur les ressources liées au plan d'enseignement individualisé (PEI).
<p>RÉSULTAT 1.2 : L'AEFO est impliquée dans la mise en œuvre de nouvelles initiatives</p> <p>Un constat semblable au résultat 1.1 s'applique au résultat 1.2 : l'AEFO a été impliquée davantage et de façon continue dans les mises en œuvre de nouvelles initiatives, en grande partie à la suite du Protocole d'accord central (PAC) de 2014-2017 ainsi que la ratification du protocole d'accord central en février 2017.</p> <p>Le résultat 1.2 (mise en œuvre) est appuyé par le nombre d'activités organisées par l'AEFO pour partager les informations, ainsi que pour outiller et appuyer les membres entre septembre 2017 et août 2018. Ainsi, vous pouvez consulter la colonne de droite pour voir la liste de ces activités.</p>	<p>Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cinq sessions régionales à travers la province sur la collaboration professionnelle. • Une conférence sur la maternelle et le jardin d'enfants pour 80 équipes pédagogiques. • Campagne de sensibilisation en province auprès des membres sur le signalement des incidents violents (ex. distribution des affiches auprès des écoles.) • Cinq ateliers régionaux offerts à travers la province aux membres pour appuyer le volet d'arts dramatiques du curriculum d'éducation artistique. • Trois conférences pour le personnel enseignant suppléant partout en province.

	<ul style="list-style-type: none"> • Neuf formations à l'échelle provinciale entre le 20 octobre 2017 et le 4 novembre 2017 pour les déléguées syndicales et les délégués syndicaux. • Cinq formations en province pour les membres qui siègent aux comités MSST. • Publications pour que les membres connaissent mieux l'AEFO : 129 publications à différents publics cibles entre le 1^{er} septembre 2017 et le 31 août 2018.
<p>RÉSULTAT 1.3 : Les membres sont soutenus et appuyés pour s'assumer dans leur espace professionnel</p> <p>La tendance observée pour l'atteinte de ce résultat a continué d'être encourageante entre septembre 2017 et août 2018. L'AEFO a été en mesure de soutenir et d'appuyer ses membres à s'assumer dans leur espace professionnel, entre autres en offrant des formations régionales pour les déléguées syndicales et délégués syndicaux, des formations pour les présidences d'unité, les agentes et les agents, une conférence sur la maternelle et jardin d'enfants, ainsi que des formations pour les membres du personnel enseignant suppléant.</p> <p>Au cours de cette période de collecte, le nombre de participantes et de participants et leur taux de satisfaction lors des différentes formations et conférences sont demeurés élevés. Veuillez consulter la colonne de droite pour voir les données.</p>	<p>Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> • 266 déléguées syndicales et délégués syndicaux ont participé à neuf formations à l'automne 2017, avec un taux de satisfaction de 94 %. • 129 membres du personnel enseignant suppléant ont pris part aux trois conférences sur le personnel enseignant suppléant à travers la province durant cette période, avec un taux de satisfaction de 92 %. • 54 membres qui siègent aux comités MSST ont participé à une des cinq formations offertes en province pour les outiller à bien jouer leur rôle, avec un taux de satisfaction de 93 %. • 165 personnes ont pris part à la conférence sur la maternelle et le jardin d'enfants, avec un taux de satisfaction de 97 %. • Formations locales pour les nouveaux membres : 122 participantes et participants se sont dit très satisfaits de la formation.* • Rencontres locales pour les déléguées syndicales et les délégués syndicaux : 86 participantes et participants se sont dit très satisfaits de la rencontre.* <p><i>*Information obtenue de quatre unités.</i></p>

<p>AXE 2 : RAYONNEMENT ET INFLUENCE DE L'AEFO</p>	<p>R2. L'AEFO EST RECONNUE POUR SON LEADERSHIP SOCIAL ET SES POSITIONS SONT PRISES EN COMPTE.</p>
<p>RÉSULTAT 2.1 : Les membres ont une connaissance accrue de leur association</p> <p>Il est difficile de prédire le niveau de connaissance des membres à l'égard de l'AEFO. Cependant, on peut noter, par exemple, une réduction de visites sur le site sécurisé de l'AEFO entre septembre 2017 et juin 2018 (voir données dans la colonne de droite) comparativement à l'an dernier. Cela pourrait s'expliquer, en partie, par le fait qu'il n'y a pas eu de ratification de protocole d'accord central durant cette période, contrairement à l'année précédente. La période de négociation a tendance à faire augmenter de façon significative le nombre de visites sur le site sécurisé et le site Web.</p> <p>Ceci dit, on note que le pourcentage de publications de l'AEFO qui ont été consultées par les membres s'est maintenu à environ 40 % de septembre 2017 à août 2018. Cela représente une moyenne comparable à l'année précédente. Néanmoins, il y a eu plus de 225 visites pour la trousse et les outils Web pour les déléguées syndicales et délégués syndicaux sur le site sécurisé, une augmentation imposante de 100 % depuis la dernière collecte de cette donnée. Cela pourrait indiquer une meilleure communication aux déléguées syndicales et délégués syndicaux des outils disponibles et un meilleur réflexe de la part des déléguées syndicales et délégués syndicaux d'aller consulter les outils sur le site sécurisé de l'AEFO.</p>	<p>Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de visites sur le site Web sécurisé de l'AEFO entre le 1^{er} septembre 2017 et le 30 juin 2018 : 9 050; durant la même période l'année précédente (1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017), le site sécurisé a reçu 14 931 visites. Le nombre de visites durant cette période représente une baisse de 39 %. • Pourcentage de membres qui ouvrent les publications de l'AEFO : 40 % entre le 1^{er} septembre 2017 et le 31 août 2018. Cela représente une baisse de 2 % durant la même période l'année précédente (1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017). • Plus de 225 visites pour la trousse et les outils Web pour les déléguées syndicales et délégués syndicaux sur le site sécurisé : augmentation de 100 % depuis la 3^e collecte de données, où il n'y avait eu aucune visite. • Augmentation d'abonnements aux différents réseaux sociaux de l'AEFO pendant cette période : Facebook provincial +6 %; Facebook présidence +3,2 %; Twitter provincial +0,7 %; Twitter présidence +1,5 %; Instagram +3 %; YouTube +2,4 %; LinkedIn + 3 %. • Publications pour aider les membres à mieux connaître l'AEFO : 129 publications à différents publics-cibles entre le 1^{er} septembre 2017 et le 31 août 2018.

RÉSULTAT 2.2 : Les présidences et déléguées et délégués sont mieux outillés pour guider et informer les membres

Les résultats démontrent que le taux de satisfaction à l'égard des outils pour guider et informer les déléguées syndicales et délégués syndicaux demeure constant (voir données dans la colonne de droite). À noter que l'AEFO n'a pas sondé les présidences durant cette période puisque les résultats très élevés du taux de satisfaction des présidences à l'égard des outils lors de l'année précédente ne démontraient pas la nécessité de les sonder à nouveau.

Ceci dit, l'AEFO a appuyé, de façon continue, les présidences et les déléguées syndicales et délégués syndicaux lors de formations variées et de création d'outils pour les appuyer dans leur travail. À titre d'exemple, les présidences ont été formées en novembre 2017 pour utiliser le système d'envoi de masse Mailchimp, un outil en ligne pour l'envoi de publications et pour informer les membres de leurs unités.

De plus, des affiches électroniques et en papier avec des consignes pour remplir les formulaires variés sur le signalement de la violence dans les écoles, ainsi que des messages clés, ont été mises à la disposition des déléguées et délégués et des présidences pour les appuyer dans leur travail à l'automne 2017.

Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 2.2

- Formation de trois jours pour les nouvelles présidences.
- Session de deux jours avec les présidences et les agentes et les agents.
- Rédaction de messages clés pour les présidences sur les questions de l'heure afin de mieux les outiller auprès des membres.
- Formations régionales pour les déléguées syndicales et les délégués syndicaux.
- Mise à jour : *Le petit GDS – Guide de la déléguée syndicale ou du délégué syndical*.
- Session de formation Mailchimp pour les présidences à l'automne 2017 afin de les outiller pour l'envoi de publications électroniques aux membres de leur unité.
- Appui des présidences dans l'utilisation des médias sociaux.

Taux de satisfaction à l'égard des outils pour guider et informer les déléguées syndicales et délégués syndicaux durant cette période :

- Les déléguées syndicales et délégués syndicaux sont satisfaits des outils d'appui et 53 % ne changeraient rien à ce qui est fait.
- Ajouts proposés par certaines déléguées syndicales et certains délégués syndicaux : avoir des communications ciblées, des messages-clés, des aide-mémoires : 16 %.
- Recevoir de l'appui sur demande en fonction des besoins : 11 %.
- Assurer une meilleure présence des présidences et des agentes et agents dans les lieux de travail : 11 %.
- Avoir du temps libéré pour faire le travail : 2 %.

RÉSULTAT 2.3 : Les membres participent activement aux occasions d'échanges avec l'AEFO

Les données des visites des lieux de travail des présidences et du taux de participation aux assemblées annuelles locales n'ont donc pas été comptabilisées entre septembre 2017 et août 2018. Ceci dit, notons que le président provincial a participé à toutes les assemblées annuelles de l'AEFO, en personne ou de façon virtuelle, au printemps 2018.

Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 2.3

- Sondage et groupes focus auprès des membres du personnel enseignant à l'automne 2017 sur les élèves ayant des besoins particuliers.
- Consultation auprès des membres du personnel enseignant en novembre 2017 sur les pratiques d'évaluation des élèves en Ontario.
- Blogue de la présidence et réseaux sociaux pour permettre un dialogue avec les membres.
- 266 déléguées syndicales et délégués syndicaux ont participé à neuf formations à l'automne 2017, avec un taux de satisfaction de 94 %.
- 129 membres du personnel enseignant suppléant ont pris part aux trois conférences sur le personnel enseignant suppléant à travers la province, avec un taux de satisfaction de 92 %.
- 54 membres qui siègent aux comités MSST ont participé à une des cinq formations offertes en province pour les outiller à bien jouer leur rôle, avec un taux de satisfaction de 93 %.
- 165 personnes ont pris part à la conférence sur la maternelle et le jardin d'enfants, avec un taux de satisfaction de 97 %.
- Groupes de discussion avec les membres de l'AEFO dans trois régions de la province au printemps 2018 sur les outils de communication de l'AEFO.
- Formations locales pour les nouveaux membres : 122 participantes et participants se sont dit très satisfaits de la formation.*
- Rencontres locales pour les déléguées syndicales et les délégués syndicaux : 86 participantes et participants se sont dit très satisfaits de la rencontre.*

**Information obtenue de quatre unités.*

RÉSULTAT 2.4 : Les objectifs de la mission sociale de l'AEFO sont atteints

Le progrès vers l'atteinte de ce résultat démontre qu'il y a eu un intérêt sur le site Web en lien avec les objectifs de la mission sociale, plus précisément, la santé mentale. Par exemple, Google Analytics a enregistré 1 164 vues de cette page depuis la mise en place de l'onglet sur le Programme d'aide aux membres et à leurs familles (PAMF) le 1^{er} mars 2018 jusqu'à la fin juin 2018 :

<https://www.aefo.on.ca/fr/services/programme-d-aide-aux-membres-et-a-leur-famille-pamf> .

De plus, quand le programme d'aide a été lancé, 3 047 membres réguliers actifs, ou 43 % des membres sur la liste d'envoi, ont ouvert la publication INFO AEFO sur le PAMF :

https://portail.aefo.on.ca:2852/sites/monaefo/infobox/18_02_16_InfoAEFO_117.pdf

Cela dit, le résultat de vues pour l'onglet sur les ressources en santé mentale est demeuré mitigé durant cette période, avec 200 vues entre septembre 2017 et juin 2018 : <https://www.aefo.on.ca/fr/outils-et-ressources/sante-mentale>.

Rappelons qu'en 2014, les congressistes du 7^e congrès d'orientation avaient défini l'orientation de la mission sociale de l'AEFO : l'éducation et la santé, qui forment les deux axes autour desquels s'articulent les actions sociales du syndicat.

Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 2.4

- Au moins trois campagnes de promotion dans les réseaux sociaux sur la santé mentale, notamment le 10 octobre 2018 lors de la Journée internationale de la santé mentale, lors de Bell cause pour la cause le 31 janvier 2018 et pendant la semaine de la santé mentale en mai 2018.
- Info AEFO sur le PAMF : 3 047 membres réguliers actifs, ou 43 % des membres sur la liste d'envoi, ont ouvert la publication : <https://www.aefo.on.ca/fr/services/programme-d-aide-aux-membres-et-a-leur-famille-pamf>.
- Onglet sur le Programme d'aide aux membres et à leurs familles (PAMF) : 1 164 vues entre le 1^{er} mars 2018 et le 30 juin 2018 : <https://www.aefo.on.ca/fr/services/programme-d-aide-aux-membres-et-a-leur-famille-pamf>.

RÉSULTAT 2.5 : L'AEFO a une présence remarquée dans la communauté francophone et dans la communauté syndicale

Entre septembre 2017 et août 2018, l'AEFO est allée de l'avant avec 40 commandites en lien avec la communauté francophone et syndicale, dont la commandite pour l'assemblée annuelle de Parents partenaires en éducation (PPE), la Soirée Saphir de la Fondation franco-ontarienne (FFO), l'assemblée annuelle de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) et les 25e Jeux franco-ontariens de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO).

Également, l'AEFO a fait une campagne publicitaire pour les communautés francophones, dont une douzaine de publicités à travers la province pour le Jour des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens le 25 septembre 2017. Le dossier Ottawa ville bilingue est demeuré aussi en premier plan à l'automne 2017, ainsi que celui de l'Université de l'Ontario français, du Centre Jules-Léger et de la Loi sur les services en français.

De plus, sans compter toutes les assemblées annuelles des unités et l'assemblée annuelle de l'AEFO en février 2018, le président provincial a participé à une quarantaine d'événements auprès des communautés francophones et syndicales, dont des conseils d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) et de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), des assemblées annuelles des autres syndicats de l'enseignement en Ontario, ainsi que la rencontre annuelle de la Conférence des associations francophones de l'éducation (CAFÉ).

Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 2.5

- L'AEFO est allée de l'avant avec 40 commandites et une douzaine de publicités en lien avec la communauté francophone et syndicale entre septembre 2017 et août 2018.
- Le président provincial a participé à près d'une cinquantaine d'événements, rencontres et conférences auprès des communautés francophones et syndicales entre septembre 2017 et août 2018.
- Participation au dossier Ottawa ville bilingue, l'Université de l'Ontario français, le Centre Jules-Léger et la Loi sur les services en français.
- Plus de 30 mentions de l'AEFO et d'entrevues de la présidence provinciale dans les médias francophones, dont des entrevues sur la pénurie de personnel enseignant francophone en Ontario, le dossier d'Ottawa ville bilingue, la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, la création d'un ordre professionnel du personnel enseignant au Québec et les enjeux des francophones dans l'élection provinciale.

AXE 3 : PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE	R3. L'AEFO A RENFORCÉ SA CAPACITÉ À RÉPONDRE À SES ENJEUX ET AUX BESOINS DE SES MEMBRES.
<p>RÉSULTAT 3.1 : La structure de gouvernance est mise à jour afin de renforcer ses processus décisionnels</p> <p>Les Statuts et Règlements ont été complètement changés et restructurés et ont été remplacés le 1^{er} septembre 2017 par une toute nouvelle version. Les changements les plus importants se rapportent à la composition du conseil d'administration et des attributions des différentes instances.</p>	<p>Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soixante-six résolutions portant sur le renouvellement de la gouvernance ont été adoptées telles quelles et quatre ont été adoptées après modifications à l'AA de l'AEFO. Les modifications proposées n'avaient pas d'impact sur la structure de gouvernance. • Vingt-huit politiques et procédures ont été adoptées par le conseil d'administration entre juin 2017 et décembre 2017. • Quatre comités du conseil d'administration ont été créés afin d'appuyer le conseil d'administration dans ses sphères de responsabilités sous réserve des restrictions rattachées à la délégation de pouvoirs imposées par la Loi. Ces comités ont vu le jour en 2017-2018. • Neuf politiques et procédures ont été adoptées par le conseil d'administration entre septembre 2017 et juin 2018 et plusieurs politiques et procédures ont été révisées. • Quatre comités du conseil d'administration ont entamé leur travail à l'automne 2017 afin d'appuyer le conseil d'administration dans ses sphères de responsabilités sous réserve des restrictions rattachées à la délégation de pouvoirs imposée par la Loi.
<p>RÉSULTAT 3.2 : Les instances de l'AEFO se sont approprié leurs rôles et responsabilités</p> <p>Quatre-vingt-seize pour cent des administratrices et des administrateurs qui siégeaient au conseil d'administration en septembre 2017 ont participé à la formation qui leur était destinée. Cette formation portait sur les responsabilités d'un membre de CA, sur le Code de conduite des administratrices et des administrateurs de l'AEFO, sur les nouvelles attributions du CA et sur le fonctionnement des comités.</p>	<p>Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre-vingt-seize pour cent des administratrices et des administrateurs qui siégeaient au CA entre septembre 2017 et août 2018 ont participé à une formation sur leur rôle et leurs responsabilités fiduciaires. • Instances : le CA a tenu quatre réunions ordinaires entre septembre 2017 et août 2018 et six CA extraordinaires. L'assemblée annuelle de l'AEFO a eu lieu en février 2018.

RÉSULTAT 3.3 : Les actifs financiers de l'AEFO sont optimisés

L'optimisation des actifs financiers de l'AEFO s'est poursuivie en 2017, en commençant avec le mandat donné au directeur général par le CA, qui consistait à élaborer des paramètres afin d'uniformiser les pratiques liées aux programmes des unités. Après plusieurs consultations auprès des présidences, le rapport a été présenté au CA de décembre 2017. La démarche sur l'avenir des unités s'est poursuivie en 2018.

Survol d'activités/réalisations pour appuyer l'atteinte du résultat 3.3

- Étude sur l'avenir des unités.